L'insertion dans l'emploi. Questions épistémologiques et méthodologiques

Transition to work: epistemological and methodological issues

Jean-Louis Meyer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/5738>

DOI : 10.4000/osp.5738

ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2000

ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Jean-Louis Meyer, « L'insertion dans l'emploi. Questions épistémologiques et méthodologiques », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 29/4 | 2000, mis en ligne le 22 mai 2018, consulté le 16 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/osp/5738> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/osp.5738>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2020.

© Tous droits réservés

L'insertion dans l'emploi. Questions épistémologiques et méthodologiques

Transition to work: epistemological and methodological issues

Jean-Louis Meyer

- 1 Les conditions d'accès à l'emploi que rencontrent les populations scolaires au terme de leurs études est un des premiers indicateurs demandé aux professionnels de l'orientation par les personnes les consultant. De même, les publics adultes à la recherche de réorientation professionnelle sont fortement préoccupés des débouchés que leur réserve la reprise d'une formation. Les taux d'emploi rencontrés par les sortants des formations, les taux de chômage, la nature des emplois occupés, les secteurs professionnels où ils se présentent, les régions géographiques propices à l'embauche des diplômés sont autant de paramètres qui peuvent influencer le conseil émis par le professionnel de l'orientation ou encore la prise de décision adoptée par le consultant. L'importance des informations sur les conditions d'accès à l'emploi n'est plus à démontrer. Paradoxalement, lorsqu'on se penche sur les données retenues, on est frappé par la multiplicité des indicateurs et leurs contrastes. En fonction des variables retenues, ce ne sont pas les mêmes dimensions ni les mêmes conceptions du passage à l'emploi qui sont inventoriées. Dès lors, sur quels indicateurs asseoir la décision, et quelles conséquences peuvent avoir la sélection d'un indicateur plutôt qu'un autre ? Le présent article cherchera à répondre à cette question en s'employant à examiner les façons dont s'analyse l'insertion et en soulignant l'interrelation qui peut exister entre ces perspectives méthodologiques à partir d'un travail de terrain effectué sur une zone d'emploi spécifique.

L'accès à l'emploi : perspectives méthodologiques

- 2 Le fait marquant de cette dernière décennie est la précarisation de l'emploi qui brouille les repères. D'un passage longtemps considéré comme irréversible lorsqu'il était

engagé¹, attribué souvent à une période particulière, celle de la jeunesse, on arrive aujourd'hui à une approche non plus linéaire mais marquée de ruptures, de retours, d'inversions de sens où se jouent, pour les populations juvéniles, une redéfinition des formes d'entrée dans la vie adulte (Galland, 1991). Plus largement, le temps de l'insertion s'impose à nouveau à certaines populations adultes qui se voient obligées de remettre en jeu un statut au travail acquis antérieurement. Le passage à l'emploi fonctionne à double sens : il est marqué par des allers-retours, travaillé par des formes hybrides qui déclinent de nouvelles dispositions de situations entre formation, chômage et emploi.

- 3 D'un point de vue méthodologique, plusieurs perspectives peuvent être développées. On peut déjà s'intéresser à la morphologie que prennent les divers moments qui composent ce passage. Certains moments apparaissent comme des repères temporels de séquences spécifiques, stratégiques et déterminantes, dans l'algorithme que présentent les passages à l'emploi. C'est à partir de ces moments particuliers que se construisent des définitions des situations mais aussi des outils propres à rendre compte des scissions qui rythment ce passage de l'inactivité à l'activité. Communément, l'insertion donne lieu, sous cette perspective, à des interprétations en termes de mobilité. Selon les hypothèses de travail retenues, les caractéristiques individuelles, l'articulation des diverses situations, la linéarité des parcours, voire les choix d'optimisation sont retenus comme variables explicatives. Dès lors, l'efficacité des diverses trajectoires se mesure par la probabilité d'accéder aux emplois durables. Une autre entrée possible consiste à répondre à la question : comment ces transitions sont-elles rendues possibles ? L'accent est alors mis tant sur des éléments exogènes aux individus que sur des influences endogènes. Le rôle des entreprises dans la structuration des parcours devient central, de même que l'action des pouvoirs publics et des divers intermédiaires qui agissent sur le marché du travail. Enfin, les relations qui s'établissent entre les itinéraires d'insertion et les attitudes personnelles constituent une autre perspective à activer. Dans ce cas, les pratiques développées par les individus sont communément saisies en s'appuyant sur les discours qui retravaillent rétrospectivement les parcours. Le sens alloué aux conduites, l'intériorisation des conditions objectives des mobilités se saisit par la médiation du récit mais aussi par l'intermédiaire de la mémoire qui tous deux retravaillent la réalité pour lui donner une certaine cohérence.
- 4 La méthodologie mobilisée dans cet article s'appuie sur les trois perspectives développées ci-dessus. La première interroge les conditions d'accès aux places. L'approche s'intéresse alors aux positions occupées par les personnes en les mettant en relation avec les situations occupées antérieurement. Un autre axe va aborder le processus au regard des contraintes qui limitent leurs actions non pas sous l'angle des publics mais en posant la question du rôle des structures. De ce point de vue, le système éducatif, les entreprises et les divers intermédiaires de l'emploi sont la cible de l'analyse. Le dernier axe enfin part des individus en insertion et tente de comprendre les comportements observables à travers les statistiques sur l'insertion en interrogeant la façon dont chaque personne tente de peser sur les contraintes du champ, mais aussi comment chacun participe à la construction et à la définition des contraintes.

L'approche catégorielle

- 5 Le cadre de référence de ces approches est la métaphore du marché où se rencontrent des besoins définis en main-d'oeuvre et des individus porteurs d'une certaine qualification. Offre et demande de travail schématisent des transactions qui s'opèrent sur le marché. L'ajustement se réalise plus ou moins harmonieusement selon les auteurs. La visée de ces travaux est, à l'origine, essentiellement adéquationniste, il s'agit de repérer les formations en phase avec les besoins en personnel et celles qui ne répondent plus aux qualifications attendues en entreprise. Les traitements statistiques vont avoir pour fonction de trier les formations performantes (présentant de « bons » taux d'insertion) et les formations obsolètes (dont les taux d'insertion dans l'emploi s'avèrent faibles). L'inadéquation, et donc les difficultés d'insertion relevées dans ce schéma incombent principalement au système éducatif qui ne formerait pas une main-d'oeuvre en correspondance avec les besoins de l'entreprise². Initialement l'insertion professionnelle est donc pensée comme un phénomène de cohorte dont l'état initial, défini par le chercheur, est la sortie du système scolaire ou encore le terme de mesures publiques pour les personnes ayant déjà travaillé. Dans cette perspective « technique », le choix des indicateurs retenus se résume à circonscrire le lieu et la qualité de l'insertion. La nature des emplois occupés et les secteurs professionnels de même que la vitesse d'obtention de l'emploi représentent l'essentiel des informations retenues pour juger de la performance des formations initiales (Vincens, 1977).
- 6 Les difficultés méthodologiques inhérentes à une telle définition de l'insertion apparaissent rapidement, avec la transformation des conditions d'accès à l'emploi. L'acte fondateur de la cohorte est tout aussi problématique que l'identification de la position en fin de période. « Non seulement la phase d'entrée dans la vie active s'étire encore au début des années quatre-vingt-dix mais ses limites deviennent de plus en plus floues : son point de départ est de plus en plus incertain du fait de l'intensification des situations intermédiaires entre activité scolaire et emploi et des reprises d'études après un début d'activité professionnelle, et son point d'aboutissement de plus en plus indéterminé car les définitions de ce que sont aujourd'hui une première insertion dans l'emploi et une trajectoire de stabilisation professionnelle sont éminemment problématiques » (Bordigoni et al., 1994, p. 10). Quand peut-on, dans ces conditions, conclure qu'une personne est insérée professionnellement ? Un étudiant occupant un emploi d'attente à temps partiel pour payer ses études est-il inséré ou est-il encore en formation ? Se pose dans ces travaux le problème des « intervalles ouverts » à gauche (début de l'insertion) et à droite (fin de l'insertion). Enfin la nature de l'indicateur et la durée retenue reçoivent des définitions distinctes selon les auteurs, celles-ci s'avèrent parfois incompatibles entre elles. M. Vernieres (1993) évoque la « position stabilisée dans le système d'emploi », le rapport du conseil économique et social propose de retenir l'emploi stable, donc le C.D.I. (Bichot, 1987), J. Vincens (1998) quant à lui intègre aux variables de situation des dimensions subjectives telles que la relation entre attentes, positions acquises, et capacité de projection dans l'avenir. Si progressivement le modèle se complexifie, la multiplication des situations transitoires (entre emploi et chômage) ajoute à l'indétermination des situations³. D'état, la définition de l'insertion passe à celle de processus sans dépasser pour autant les questions techniques évoquées plus haut. Dernière difficulté méthodologique, et non des moindres, sous la poussée de la précarité de l'emploi, l'accès à un poste n'est que rarement durable, les enchaînements de situation entre emploi, formation et chômage deviennent le lot

commun des instables. La figure causale reste néanmoins relativement proche des schèmes explicatifs initiaux, on recherche dans les caractéristiques des personnes des variables explicatives à partir desquelles les autres événements (emploi, formation, chômage, inactivité...) vont se mettre en place.

- 7 Une façon commode de passer outre ces difficultés consiste à porter la réflexion sur la compréhension du différentiel de durée du chômage. On ne s'attache plus, dans ce cas, à évaluer les conditions d'accès des personnes aux places, il s'agit plus simplement d'identifier les caractéristiques de ceux qui éprouvent le plus de difficultés à intégrer l'emploi. La préoccupation du chercheur consiste alors à caractériser les personnes sans emploi, à identifier des groupes réputés les plus en difficulté, puis à comprendre les causes du prolongement de la période de chômage. Cette insertion professionnelle « en creux » est analysée à partir de caractéristiques de groupes, où certaines modalités particulières des variables classiquement retenues (niveaux de qualification, âge, sexe, nationalité...) deviennent autant d'indicateurs de moindre employabilité ou de difficultés spécifiques à réintégrer l'emploi.

Mesure et limites de l'insertion par les approches catégorielles

- 8 Le choix des méthodes renvoie fréquemment à des questions embarrassantes, le parcours d'une personne se dérobe souvent à une définition statistiquement opératoire (Desrosières, 1996 ; Fenelon, Grelet, & Houzel, 1998). Schématiquement, deux approches possibles coexistent : celles qui s'inscrivent dans une logique statique d'analyse de l'insertion professionnelle (encore appelées « méthodes transversales ») et celles qui s'interrogent sur les parcours déjà accomplis en s'appuyant sur des données rétrospectives (ou approche « longitudinale »).
- 9 La première approche technique présente l'intérêt indéniable de fournir des informations quantitatives régulières. Invariablement, la mesure est répétée tous les ans, dans des conditions d'étude identiques. Les orientations adéquationnistes ayant été généralement abandonnées, il s'agit, à travers les enquêtes annuelles, d'observer les conditions générales d'inscription dans l'emploi des diverses catégories de populations. L'intérêt majeur que présentent ces enquêtes est de livrer un ensemble de photographies permettant de saisir de façon diachronique l'évolution des conditions d'emploi et de chômage. L'inconvénient essentiel est de lier presque mécaniquement la qualification de l'enquêté à la situation occupée au moment de l'investigation. L'insertion y est communément abordée comme une affaire de personnes, ce sont les plus performantes qui accèdent aux emplois, les autres se contentant des dispositifs publics ou du chômage⁴. Derrière ces questions de méthode se profilent inéluctablement les représentations opératoires des diverses institutions commanditaires de ces recherches. Selon leurs intérêts, ce ne sont pas les mêmes éclairages qui vont renseigner le processus d'insertion. En fonction des variables retenues, les aspects inventoriés vont être fondamentalement distincts.
- 10 Le temps, dans ces approches statiques, fait office de variable secondaire. Or, il est indéniable que l'effet temps a une influence non négligeable sur les parcours. L'alternative « factuelle » consiste à observer l'enchaînement des situations individuelles. L'approche longitudinale se propose de « comprendre les processus dans leur dynamique ». La durée permet non seulement de constituer des variables explicatives (relation entre durée du chômage et difficulté à retrouver un emploi...)

mais encore de se constituer en variable « à expliquer » (sous la forme par exemple de relation entre durée du chômage et caractéristiques individuelles ou encore sous forme de probabilité conditionnelle). Pour autant, l'approche reste dépendante des indicateurs de valeurs finales, de la construction du chronogramme ou encore des taxinomies retenues dans la construction des classifications automatiques (Espinasse, 1994). Une difficulté régulièrement pointée tient à l'appréciation des situations de précarité ou de stabilité dans l'emploi que relèvent les nomenclatures. Elles sont dépendantes tant des conceptions normatives du chercheur que des réalités objectives ou subjectives que pourraient formuler les populations enquêtées. À titre d'exemple, M.C. Combes et S. Zilberman évoquent des situations « d'attente favorable, neutre ou défavorable », Grelet, Pottier, et Viney apprécient des situations de stabilité et d'instabilité dans l'emploi en relation avec le nombre d'employeurs.

- 11 Ce détour par certaines dimensions méthodologiques et techniques posées par les enquêtes d'insertion conduit certes à relativiser la confiance sans faille que l'on peut prêter aux données quantitatives. Les difficultés auxquelles se confrontent les modélisations de l'insertion ne doivent pas occulter l'intérêt majeur qu'elles présentent dans la saisie des situations objectives occupées par les personnes. Les réserves qu'appellent les investigations sont imputables aux limites même de la réflexion théorique sur l'insertion⁵ et surtout à l'utilisation maladroite qui peut être faite des données, prélevées sans précaution de leur contexte de construction.

L'approche structurale : l'organisation de la transition professionnelle (T.P.)

- 12 L'originalité des travaux développés autour de la notion tient au fait de mettre au centre de l'analyse non plus les individus ou encore les qualifications requises pour la tenue des postes mais les « acteurs » qui interviennent directement dans la mise en œuvre du processus, principalement les pouvoirs publics et les politiques de firmes. L'approche postule que les pratiques des divers agents (institutions d'intermédiation, entreprises) pèsent directement sur les régulations qui se développent dans le champ de l'emploi (Rose, 1984). La question de la mobilité des personnes y est centrale, plus particulièrement son organisation qui suppose la combinaison de comportements propres aux employeurs, aux institutions ainsi qu'aux individus. C'est à partir de l'analyse de l'ensemble des logiques d'acteurs que peuvent se comprendre les formes sociales d'organisation du passage à l'emploi ainsi que les processus socio-économiques d'affectation de la main-d'œuvre. De ce point de vue, l'approche par le concept de transition professionnelle offre non seulement la possibilité d'envisager une version alternative aux considérations théoriques qui posent les « qualités » individuelles comme variables indépendantes mais encore resitue le débat dans un contexte plus large, celui des transformations du système d'emploi et du rapport salarial. L'intelligibilité des processus d'ajustement entre offre et demande apparaît décisif pour comprendre la façon dont s'opère le tri entre les diverses catégories de chômeurs. Le recrutement repose en effet sur un ensemble d'informations qui circulent entre divers acteurs dans un contexte organisationnel spécifique. Les réseaux supports de l'information et les champs de référence des acteurs qui opèrent la sélection des personnes deviennent centraux pour saisir le processus d'arrangement entre les

qualités des personnes (Granovetter, 1973; Marry, 1992; Eymard Duvernay & Marchal, 1997) et les exigences des postes à pourvoir.

- 13 Certains travaux sur la transition professionnelle s'organisent autour des problématiques qui traitent des relations professionnelles, du salaire, de la mobilité et des carrières, de l'organisation du travail dans son rapport aux qualifications (Moncel, 1999). D'autres mettent en perspective le rôle des services publics en matière d'organisation de la transition par la formation continue (Monaco, 1994). D'autres enfin s'attachent à souligner la part active prise par les intermédiaires de l'emploi (agences locales pour l'emploi, missions locales et P.A.I.O., associations intermédiaires...) dans l'organisation des flux de main-d'oeuvre (Meyer, 1998, 2000).

Les perspectives en termes de logiques de trajectoires

- 14 Conjointement aux approches quantitatives et structurelles de l'insertion se développe depuis une dizaine d'années une perspective d'analyse qui ne s'attache plus unilatéralement à la description des phénomènes mais qui tente d'avancer certaines explications à partir des ressources propres à chaque personne, de ses tâtonnements, de ses confrontations avec le système de contraintes et ses retours en arrière. Cette approche constructiviste se risque à articuler, dans une combinaison dialectique, compréhension et explication. La logique d'analyse tente, dans un premier temps, de comprendre la réalité en elle-même c'est-à-dire d'envisager les conditions concrètes de production des trajectoires différentielles d'accès à l'emploi, puis de dépasser ce moment purement descriptif pour inscrire ces effets dans une totalité plus large, celle des systèmes de production/reproduction des structures sociales. Ces perspectives reposent toutes, peu ou prou, sur l'intention de dépasser la seule description de successions de séquences d'événements objectivés où se cantonnent les enquêtes de cheminement et se proposent d'intégrer les exposés des pratiques à l'aune des discours justificatifs. Le choix raisonné des règles d'analyse permet, selon les propos de J.C. Passeron (1989),
- 15 « conjointement l'identification de "traits pertinents" de la description et le fonctionnement d'un protocole de traitement des données issu d'hypothèses portant sur la succession, la structure, le projet ou la mémoire biographique » (page 16). Il s'agit ici de souligner ce qui échappe aux déterminismes sociaux ou tout du moins ce qui, dans les trajectoires individuelles n'est pas totalement produit par les contraintes extérieures. En bref, la visée épistémologique tente de rendre un peu de liberté à l'individu entravé par les structures où il s'inscrit. Le projet méthodologique s'appuie ainsi sur l'élaboration d'enchaînements causaux qui vont conduire à structurer des formes temporelles. Les principes d'intelligibilités sémantiques vont être recherchés, à travers le discours que portent les personnes sur leurs actes. « L'une des voies d'accès au sens subjectif est le recueil et le traitement compréhensif des paroles des sujets engagés dans le même type d'activités ou dans des activités historiquement et spatialement comparables » (Demaziere & Dubar, 1997, p. 36).
- 16 L'approche de l'insertion en termes de logiques de trajectoires s'intéresse donc aux changements de positions et aux raisons qui conduisent à ces modifications dans la structure sociale. Les itinéraires empruntés sont éclairés par les analyses produites par leurs auteurs qui donnent sens à leurs cheminements et se projettent dans le futur. L'approche cherche à articuler aux observations empiriques relatives aux changements

de position des interprétations théoriques qui allouent à l'individu un rôle d'acteur pris dans un système de contraintes. À cet égard, les interprétations oscillent entre d'une part l'utilitarisme de l'acteur rationnel et une théorie utilitariste de la pratique d'autre part. D'un côté, l'accent sera essentiellement mis sur les décisions, de l'autre, l'analyse des logiques de trajectoires s'attachera à articuler les pratiques au principe qui structure la perception et l'action des personnes en insertion. Il s'agit de comprendre les conditions à l'origine de l'orientation de l'action donc de saisir le jeu qui s'instaure entre des enjeux (le rapport gain/coût pour certains auteurs, le champ pour d'autres) et des attitudes (décisions individuelles chez certains, *habitus* chez d'autres). Le sens alloué aux situations, la relation qui s'institue entre le passé des personnes et leur projection dans le futur constituent la trame d'un ensemble de travaux visant à rendre compte des logiques de parcours. Ainsi la compréhension des motifs des enchaînements successifs de trajectoires devient central, les pratiques actuelles ne prennent sens qu'au regard des expériences passées et en fonction des objectifs futurs que se fixent les personnes.

- 17 Si l'homogénéité des méthodes empiriques est loin d'être acquise, cette approche livre des informations remarquables sur les conditions de production d'algorithmes repérables dans les parcours d'insertion. Prenons trois exemples de travaux de terrain qui présentent la particularité d'être relativement proches quant aux concepts mobilisés et aux résultats obtenus et qui ont de surcroît donné lieu à des explications formalisées sur la démarche adoptée. Le plus ancien des trois ouvrages, dirigé par C. Dubar (1987), est fortement marqué par les thèses sur la socialisation que développera par la suite l'auteur. L'expérimentation des situations d'emploi/formation et l'ancrage méthodologique aux thématiques du (des) groupes de référence est avancée pour concevoir la question du passage à l'emploi comme l'imbrication d'histoires singulières et de pratiques sociales encadrées par des institutions. Le croisement d'entretiens de bénéficiaires avec ceux des formateurs lui permet de mettre l'accent sur les conditions de construction des processus de socialisation secondaires et les risques potentiels de constituer, à travers les dispositifs jeunes, un périple « d'enfermement dans des pratiques professionnelles dominées » (Dubar et al, 1987, p. 236). C. Nicole-Drancourt (1991), toujours sur les mêmes questions du passage à l'emploi, privilégie l'entrée par les arbitrages individuels. Le questionnement s'articule sur ce qui construit et oriente la décision d'exercer une activité professionnelle, l'auteur cherchant à comprendre « ce qui relève de la responsabilité individuelle dans les conditions d'accès à l'emploi » (p. 72). Les mécanismes d'individuation des modes d'insertion sont au centre de l'analyse, en articulant les logiques individuelles aux variables de contexte. Ce sont les acteurs, directement impliqués dans le processus, qui créent les conditions d'adaptation aux situations de contrainte, qui orientent la cohérence de leurs itinéraires. La multiplication des situations intermédiaires sur un continuum allant de la désaffiliation à l'intégration professionnelle est révélatrice des transformations profondes des cadres intégrateurs de notre société et des pratiques qui s'y rattachent. Enfin les travaux de V. de Gaulejac se centrent sur la question de la désinsertion plus que de l'insertion et restituent les déterminations individuelles dans un contexte plus large, celui de la lignée familiale. Facteurs économiques, familiaux et symboliques concourent pour contrecarrer les tentatives activées pour trouver ou retrouver une place dans le groupe social.
- 18 Ces trois exemples choisis arbitrairement (d'autres travaux auraient pu être sélectionnés pour illustrer la diversité des postures retenues) soulignent la difficulté,

en s'appuyant sur les matériaux biographiques, de passer à une théorie générale de l'insertion et en particulier à expliquer les processus de production et de distribution des individus à partir d'un éclairage unifié. L'intérêt indéniable de cette démarche tient au fait qu'elle permet de saisir le sens et la fonction de la période de passage à l'emploi à travers l'expérience vécue par l'individu. Le récit devient ainsi le moyen d'élucider les pratiques mobilisées durant ce moment particulier. Le défaut d'une théorie transversale, servant de paradigme d'analyse à ces diversités d'approche ne peut être que regrettée ; chaque contribution permet d'éclairer un aspect de la réalité sociale sans pour autant livrer d'emblée l'ensemble des facettes de cette réalité.

L'insertion comme articulation de phénomènes dynamiques, structurels, expérientiels

- 19 Interroger, en les croisant, les diverses directions de recherche que l'on vient d'exposer relève communément d'un exercice long et fastidieux, tant les paramètres à mobiliser s'avèrent nombreux et difficilement accessibles. L'octroi d'un contrat de recherche localisé à une zone d'emploi (Charlier & Meyer, 1998) a permis de dépasser cette contrainte technique et d'affiner la réflexion sur les interrelations qui peuvent exister entre les trois éclairages méthodologiques exposés dans les paragraphes précédents.
- 20 Observer un phénomène tel que l'insertion des publics juvéniles sur une petite échelle présente l'intérêt indéniable de rendre les données factuelles facilement accessibles mais aussi de favoriser les échanges entre chercheurs et acteurs de terrain. Le « local » fait l'objet, depuis une décennie, de bien des égards, on l'invoque en renfort lorsque les théories et les faits empiriques se dérobent pour expliquer certaines manifestations particulières du social. Les approches du local offrent l'opportunité de mettre l'accent sur la spécificité du tissu productif qui établit des relations complexes entre les acteurs économiques et les acteurs institutionnels, relations qui s'appuient sur des échanges d'ordre marchand mais aussi non marchand. Le projet de recherche sur cette zone résidait moins dans une visée analytique du local et des relations affectant les pouvoirs publics et les acteurs locaux que dans l'intention de confronter les modélisations de l'insertion à une analyse circonscrite à un espace géographique limité et donc de soumettre à l'épreuve des faits un certain nombre d'hypothèses théoriques.

Les grandes lignes de la démarche méthodologique retenue pour cette recherche :

Dans un premier temps, il s'est avéré indispensable d'examiner les données de cadrage sur le bassin d'emploi et plus particulièrement celles pouvant éclairer les conditions d'insertion des populations juvéniles dans l'emploi. Cette approche, qualifiée dans cet article de « catégorielle » a été réalisée à partir des données transmises par l'O.R.E.F.Q. (6) de Lorraine. De même, les données rectorales recueillies pour l'enquête E. VA. ont permis d'avoir une vue globale des conditions d'insertion sur la zone d'emploi.

Une autre étape de la recherche, inspirée par les travaux sur la transition professionnelle, a consisté à recueillir, sous forme d'entretiens mais aussi de données factuelles, un ensemble d'informations sur les stratégies de gestion de la main-d'oeuvre développées par les entreprises de la zone. De même les intermédiaires de l'emploi (A.L.E., P.A.J. O., Association intermédiaires...) ont été enquêtés dans la perspective d'analyser les effets de leur action sur la mobilisation de la force de travail dans le bassin d'emploi.

Enfin, pour tenter de comprendre les phénomènes de segmentation de la main-d'oeuvre entre les « employables » et ceux qui forment le « noyau dur » du chômage sur la zone d'emploi, nous avons sélectionné deux groupes de 20 jeunes qui étaient inscrits 3 années auparavant à la P.A.L.O. Ceux-ci présentaient la caractéristique d'avoir quitté à l'époque le système scolaire sans certification. Le premier groupe était composé de jeunes qui se trouvaient aujourd'hui soit en emploi, soit en fin de formation qualifiante, le second groupe était formé de jeunes qui connaissaient aujourd'hui des situations de précarité (chômage récurrent, petits boulots temporaires, inactivité...)

- 21 Le bassin d'emploi présentait, lors de la signature du contrat de recherche, la particularité d'afficher le taux de chômage, toutes catégories confondues, le plus bas de la région lorraine et, concomitamment, le taux de chômage des jeunes le plus élevé de la région. Un an plus tard, lors de l'achèvement du rapport final, ce taux de chômage juvénile était revenu à un niveau équivalent à celui des jeunes de la région⁶). Entre-temps, les conditions économiques s'étaient fortement améliorées sur la zone.
- 22 Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications. Conformément aux présupposés théoriques relatifs à la transition professionnelle, la question centrale à laquelle a cherché à répondre l'étude était celle de la place de la main-d'oeuvre juvénile dans le champ de l'emploi local et l'effet des stratégies locales de mobilisation de cette main-d'oeuvre sur les modalités d'insertion des jeunes. Une hypothèse de travail centrale s'est appuyée sur l'idée de l'existence d'effets croisés complémentaires entre les politiques de gestion de la main-d'oeuvre sur la zone d'emploi organisées par les entreprises et les actions des intermédiaires institutionnels. Cet effet résultant devait influencer sur les répertoires des pratiques d'emploi accessibles aux jeunes. Pour mener à bien une telle entreprise, une étape préliminaire de recours aux données factuelles sur la situation des diverses catégories de population s'imposait. Il s'est agit, dans un premier temps, de faire l'état des lieux des conditions d'emploi, de chômage et de formation sur la zone étudiée. Le croisement des informations soulignait nettement l'existence de pratiques d'emploi particulières, où la fonction première de la population juvénile était de tenir lieu de réserve de main-d'oeuvre aux entreprises locales. Les diverses statistiques de l'emploi disponibles faisaient ressortir de façon typique le rôle « d'armée de réserve » rempli par les jeunes du bassin d'emploi. De fait, une part plus élevée qu'ailleurs de jeunes bénéficiait de contrats précaires (essentiellement contrats intérimaires et contrats à durée déterminée de courte durée)⁷.

- 23 À ce premier mouvement de déstabilisation des conditions d'emploi rencontrées par la population juvénile s'articulait une seconde vague de fond qui relevait directement de l'action des pouvoirs publics. En effet, on observait sur la zone des taux d'emplois d'insertion (plus particulièrement de C.E.S.) les plus élevés de Lorraine. En période de récession économique (années 95-96) les pouvoirs publics prenaient en charge cette amplification des effectifs juvéniles disponibles en organisant des formations d'attente ou en ayant recours aux emplois « d'utilité sociale » alors qu'en période de reprise (1997-98), ils accompagnaient la demande de travail des entreprises en assurant le placement des populations juvéniles et en l'assortissant fréquemment de mesures visant à abaisser le coût du travail. Le processus d'insertion des jeunes prenait ainsi la forme d'une insertion différée, les passages à l'emploi étant limités dans le temps, la bonne employabilité des jeunes se payant en retour par une vulnérabilité plus importante qu'ailleurs. Ainsi le chômage des populations juvéniles ne relevait pas d'un chômage de primo-insertion, contrairement au discours initialement tenu par les responsables économiques locaux de la zone qui y percevaient un désajustement entre système scolaire et besoins des employeurs. Ce chômage correspondait plus exactement à une utilisation « hyperflexible » d'une certaine catégorie de main-d'œuvre et était organisé tant par les entreprises que par les pouvoirs publics. Les jeunes qualifiés étaient pour la plupart formés dans les établissements techniques environnants, la main-d'œuvre juvénile « non qualifiée » était issue des départs prématurés du système scolaire et surtout des anciens apprentis des secteurs artisanaux. Au niveau des entreprises, l'usage massif de C.D.D. et d'intérimaires offrait l'opportunité non seulement de s'appuyer sur la flexibilité externe pour gérer les à-coups de la production, mais ils permettaient surtout de renouveler grandement les procédures de recrutement en externalisant l'appel de main-d'œuvre tout en testant dans le cadre de l'entreprise les compétences individuelles. Quant aux intermédiaires de l'emploi⁸), en ajustant au mieux leurs services aux attentes des entreprises, ils mettaient objectivement en place les conditions concrètes de la flexibilité en assumant l'essentiel des charges liées à cette politique spécifique des « ressources humaines ». Les difficultés d'insertion rencontrées ne relevaient pas de problèmes d'inadéquation entre qualifications individuelles et postes à pourvoir mais bien d'une gestion spécifique de « l'armée de réserve » que constituait la population juvénile du bassin. Le passage à l'emploi s'apparentait ainsi à un aller-retour accéléré de situations d'emploi, de chômage, de formation, la stabilisation dans l'emploi n'intervenant qu'après une période « moratoire » plus ou moins importante.
- 24 Restaient à comprendre les logiques de construction des processus de segmentation de la main-d'œuvre juvénile et en particulier celles qui opéraient la partition au sein des jeunes sans qualification sortants du système scolaire ou de l'apprentissage artisanal. De ce point de vue, la perspective en termes de logiques de trajectoires, telle qu'elle a été exposée dans la première partie de l'article, a été mobilisée. Deux groupes de jeunes primo-arrivants sur le marché du travail ayant fréquenté trois années plus tôt la P.A.I.O. de la zone ont été formés par nos soins. Le premier était composé de jeunes actuellement en emploi sur des trajectoires professionnelles « stabilisées », l'autre était formé de jeunes au chômage, ayant parfois occupé des emplois précaires ou étant passé par les dispositifs d'insertion. Les entretiens menés auprès de ces échantillons laissaient entrevoir deux groupes spécifiques que l'on pouvait saisir à partir des rationalités subjectives à l'œuvre dans leurs récits. On observait ainsi d'une part ceux en attente de stabilisation qui, connaissant plus ou moins intuitivement les règles du

jeu imposées, patientaient en acceptant la flexibilisation et la précarité de l'emploi qui leur était infligée en début de vie active, sachant qu'elles représentaient les « passages obligés » pour accéder à la stabilité. D'autre part une catégorie que l'on peut désigner en voie de précarisation, composée des jeunes dotés des « capitaux sociaux » les moins élevés qui composaient l'essentiel du « noyau dur » des institutions d'intermédiation et qui s'orientait progressivement vers les marges du salariat. L'insertion durable dans l'emploi relevait pour eux d'une prétention toujours plus inaccessible, la plupart avaient coupé toute relation avec les institutions d'intermédiation et alternaient missions intérimaires, travail au noir et chômage pour les hommes alors que les jeunes femmes avaient connu pour l'essentiel les C.E.S. ou vivaient d'allocations.

- 25 La compréhension des itinéraires suivis par ces jeunes en insertion ou en voie de marginalisation était éclairée par les récits tenus sur leur passage en structure d'intermédiation. Ces bribes d'entretiens ont été croisés avec ceux des professionnels de la P.A.I.O. et de l'A.L.E. chargés de l'accueil et de l'orientation de ces jeunes. Ce travail de mise en correspondance des pratiques et des représentations souligne le rapport complexe qui peut exister entre modes de définition d'une situation et trajectoires d'insertion. Schématiquement, on observait les caractéristiques suivantes :
- pour les jeunes, ayant connu l'échec scolaire, dépourvus de qualifications objectivables, issus de milieux défavorisés, le « cadre de référence » s'appuie exclusivement sur l'emploi, le travail rémunéré, quel que soit son statut. Cette orientation s'explique par le rapport instrumental entretenu avec le travail, celui-ci étant perçu comme un moyen d'adoucir la situation de galère qu'ils rencontrent depuis leur sortie du système scolaire, voire dans certains cas depuis leur enfance ;
 - a contrario, l'autre groupe composé de jeunes salariés en entreprise ou de jeunes en formation qualifiante tenait des propos positifs sur l'emploi occupé et sur le rôle joué par les intermédiaires de la zone. Contrairement au premier groupe, il n'y avait aucunement rejet de la formation, au contraire, celle-ci était vécue comme un vecteur de promotion professionnelle. L'avenir était investi positivement, leurs propos invoquaient tous leur capacité propre à peser sur leurs conditions de vie ; pour les professionnels de la structure d'accueil (P.A.I.O.), le jugement s'appuyait sur la qualification comme préalable à l'insertion et sur la motivation dont faisait preuve l'usager pour s'approprier les normes sociales de l'institution. Un jeune adoptant une attitude conforme à leurs attentes avait d'autant plus de chances de voir ses demandes prises en compte par les conseillers à l'emploi de la P.A.I.O. ou ceux de l'A.L.E. alors que le jeune non conforme aux normes comportementales était étiqueté « non motivé » et bénéficiait d'un traitement nettement moins enviable.
- 26 Dès lors se livrait un affrontement entre les deux parties qui débouchait le plus souvent non pas sur un compromis mais sur une rupture, le jeune préférant se retirer des services proposés par la P.A.I.O. ou l'A.L.E., ceux-ci ne présentant aucune crédibilité dans son système de référence, dans son « monde ». La création du « noyau dur » de ces institutions, c'est-à-dire des jeunes inscrits depuis longtemps mais peu enclins à suivre les propositions de formation, s'avère en fait co-produit par l'incompatibilité des principes directeurs du jugement des deux parties. Pour les conseillers de P.A.I.O., ces jeunes n'étaient pas « sérieux », leur diagnostic les poussaient à attendre que le projet professionnel de leur consultant « mûrisse », alors que les jeunes aspiraient à du travail et non à de la formation et partant refusaient les tentatives de mise en stage proposées par l'institution. S'enchaînait ainsi un jeu d'incompréhensions qui conduisait ces

publics juvéniles à ignorer ces institutions d'intermédiation censées oeuvrer pour leur insertion.

- 27 Cet exemple illustre l'hybridation des méthodologies d'investigation de l'insertion. La perspective méthodologique présente l'intérêt d'éclairer plusieurs facettes complémentaires d'un même phénomène, celui de l'insertion professionnelle. La détermination « quantitative » des itinéraires des personnes en transition ne peut se saisir qu'en s'appuyant sur les données factuelles. Ce que soulignent ces données, ce sont les conditions objectives rencontrées par les populations observées au regard de l'emploi, du chômage et de la formation. Ces données, articulées aux mouvements d'emploi interprétés sous l'angle de leurs destinations (le statut des emplois occupés dans les entreprises) et de la disparité des recrutements renseignent sur les logiques de mobilisation de la main-d'oeuvre sur la zone. Cette organisation de la mobilisation ne saurait fonctionner sans la part active prise par les intermédiaires publics. Ce second éclairage renvoie directement aux travaux sur la transition professionnelle juvénile développés par J. Rose (1998). Enfin pour saisir l'impact des déterminations structurelles sur les trajectoires individuelles, il s'avère indispensable de prendre en compte le sens alloué par les acteurs à leurs conduites, de s'intéresser aux pratiques développées par les intermédiaires qui en ont la charge et de rechercher, au-delà des tendances macrosociologiques, les conditions d'interprétation des situations qu'organisent les personnes prises dans les processus d'insertion. Le temps de l'insertion apparaît ainsi comme la période où s'éprouvent les conditions d'emploi offertes aux personnes, où s'établit le sens des limites et où s'imposent progressivement les places accessibles et celles interdites.
- 28 Cette confrontation des trois points de vue permet de passer des observations descriptives aux perspectives explicatives. Ainsi sur la zone étudiée, cette période où les jeunes rencontraient essentiellement la flexibilité et des conditions d'emploi et de travail difficiles s'apparentait à une tentative, certes non consciente mais réelle de constitution d'un groupe, d'une armée de réserve sur laquelle les employeurs faisaient porter leur flexibilité non plus sur une courte période, celle de la jeunesse, mais pour certains d'entre eux tout au long de leur vie professionnelle. L'utilisation de la jeunesse, facilitée par certaines mesures de la politique de l'emploi permettait de socialiser une fraction de la population (les jeunes les moins lotis en capital social) à de nouvelles conditions d'emploi et plus largement à de nouveaux modes de vie marqués par la précarité.

Conclusion

- 29 Pour résumer le propos développé, il semble intéressant de rappeler en les distinguant les deux aspects centraux de toute réflexion sur les questions d'insertion.
- 30 Le premier niveau s'attache aux aspects méthodologiques. À cet égard, l'obnubilation du chiffre, utilisé par la commande publique, ne doit pas annihiler la réflexion sur la portée de l'information délivrée et surtout sur sa validité. Comme l'article l'a relevé, la construction de l'outil et la réflexion théorique sur la pertinence des renseignements recueillis est indispensable à la compréhension des enjeux qui se développent lors des processus d'insertion. De même, et pour les raisons développées ici, la restitution des biographies ne peut se laisser saisir qu'en les articulant à des repères temporels établis. L'autre niveau porte sur les types d'approches. Chaque pratique de prélèvement

d'information éclaire une facette particulière du phénomène social étudié. L'objet n'est jamais entièrement éclairé, et de façon uniforme avec un seul coup de projecteur. Les diverses facettes d'un phénomène ne se dévoilent qu'en braquant plusieurs sources lumineuses sur l'objet. Il en va de même, à mon avis, de l'approche en sociologie et plus généralement en sciences sociales qui se doit, pour saisir la complexité du social, multiplier les angles d'approche et les méthodologies.

- 31 Au-delà des taux d'insertion des sortants du système scolaire, le professionnel de l'orientation gagne à interroger les usages de la main-d'oeuvre juvénile opérés par les entreprises locales et l'action tangible des intermédiaires publics sur la mobilisation des flux de salariés. Plus largement, il est indispensable de relativiser les pronostics d'insertion qu'induirait une analyse par trop rapide des données factuelles et de penser ce mouvement de passage à l'emploi certes fortement déterminé par les contraintes structurelles, mais toujours ouvert et capable de se transformer sous l'action individuelle.

BIBLIOGRAPHIE

- Bichot, J. (1987). L'insertion professionnelle des jeunes. *Journal officiel ; Avis et rapports du Conseil Économique et Social*, 3, 131.
- Charlier, M., & Meyer, J.-L. (1998). L'organisation de la transition professionnelle des jeunes sur la zone de Sarrebourg. Rapport de recherche G.R.E.E./C.N.R.S., 123 pages. Demaziere, D., & Dubar, C. (1997). Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion. Paris : Nathan.
- Desrosieres, A. (1996). Les apports mutuels de la méthode statistique et de la sociologie. Conférence inaugurale des V^e journées de méthodologie statistique, I.N.S.E.E.
- Dubar, C. (1987). L'autre jeunesse ; jeunes stagiaires sans diplômes. Lille : P.U.L.
- Espinasse, J.-M. (1994). Rationnement de l'emploi et trajectoires d'insertion. Ronéo, Livre : Université de Toulouse.
- Eymard Duvernay, F., & Marchal, E. (1997). Façons de recruter ; le jugement des compétences sur le marché du travail. Paris : Métailié.
- Fenelon, Grelet, & Houzel, (1998). Modéliser l'insertion. *Formation Emploi*, 60, 37-48. Galland, O. (1991). Sociologie de la jeunesse ; l'entrée dans la vie. Paris : A. Colin. Gaulejac (De), & Taboada Leonetti, (1994). La lutte des places. Paris : Édition E.P.I.
- Granovetter, M. S. (1973). *Getting a job : a study of contacts and careers*. Cambridge : Havard University Press.
- Meyer, J.-L. (1998). Intermédiaires de l'emploi et marché du travail. *Sociologie du Travail*, 3, 345-364.
- Meyer, L.-L. (2000). L'emploi aux marges du salariat. Contribution à une sociologie de l'insertion professionnelle. Mémoire d'habilitation, Université de Lille 1.
- Monaco, A. (1994). L'alternance école-production. Paris : P.U.F.

- Moncel, N. (1999). La gestion de la main-d'oeuvre jeune dans les entreprises de la grande distribution alimentaire. Les Cahiers du G.R.E.E. (Université de Nancy 2), 11, 47. Nicole-Drancourt, C. (1991). Le labyrinthe de l'insertion. Document Travail et Emploi. Paris : La Documentation Française.
- Nicole-Drancourt, C., & Roulleau-Berger, L. (1995). L'insertion des jeunes en France. Paris : P.U.F.
- Passeron, J.-C. (1989). Biographies, flux, itinéraires, trajectoires. Revue Française de Sociologie, 31, 3-22.
- Rose, J. (1984). En quête d'emploi. *Économica*, 196.
- Rose, J. (1998). Les jeunes face à l'emploi. Bruxelles : Desclée de Brouwer. J.-L. Meyer
- Verrtieres, M. (1993). Formation emploi ; enjeu économique et social. Paris : Édition Cujas.
- Vincens, J. (1977). Quelques remarques sur les relations entre les formations et les emplois. *Économies et sociétés*, 11, 10-11-12, 1669-1696.
- Vincens, J. (1998). L'insertion professionnelle des jeunes. À la recherche d'une définition conventionnelle. *Formation Emploi*, 60, 21-36.

NOTES

1. J'émettrais cependant quelques réserves à ces propositions, l'irréversibilité s'apparente, au regard de l'évolution des situations d'emploi particulières plus à un mythe de « l'âge d'or » qu'à une vérité historique (Fourcade, 1992).
2. On ne discutera pas ici les difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises à prévoir au-delà d'un délai de 5 ans leurs besoins en personnel. Il n'échappe à personne que pour former un salarié, le système scolaire nécessite souvent d'un temps équivalent. L'espoir que l'on puisse tendre vers une adéquation entre formation et emploi relève plus du mythe que de la réalité.
3. Dans les années 90, quatre jeunes sortants du système scolaire sur dix passent par les dispositifs publics
4. Les taux de réponse enregistrés au questionnaire de suivi des sortants du système scolaire jouent ici un rôle primordial. Il n'est pas exceptionnel, dans le recueil des données académiques, d'observer des taux de réponse relatifs à certaines formations inférieurs à 50 % ou encore de comparer des taux d'insertion qui renvoient à des échantillons incomparables entre eux. Ces deux cas de figure représentent certainement les dérives fallacieuses de l'investigation statistique qui conduisent à des interprétations erronées des conditions d'insertion de cohortes
5. «La définition de l'insertion n'est pas claire [...] si l'allure générale des parcours d'accès à l'emploi des jeunes semble à présent bien connue, la conception de l'insertion qui sous-tend ces parcours reste obscure » (Nicole-Drancourt & Roulleau-Berger, 1995, p. 41).
6. Je précise que, bien entendu, l'intervention des chercheurs n'a aucun rapport avec cette baisse qui est exclusivement liée à une amélioration de la conjoncture économique dans ce bassin comme ont pu le mettre en évidence nos investigations.
7. Ces taux étaient nettement supérieurs à ceux que l'on enregistrerait tant dans la région qu'au niveau national.
8. L'Agence locale de l'emploi, la P.A.I.O., les deux Associations Intermédiaires ainsi que l'entreprise d'insertion.

RÉSUMÉS

Les conditions d'insertion dans l'emploi sont la préoccupation de nombreux décideurs, tant au niveau du système éducatif qu'économique. Le conseiller d'orientation-psychologue est fréquemment confronté dans sa pratique à des questions portant sur ce thème. Pour autant, les indicateurs et les perspectives méthodologiques mobilisées pour rendre compte du phénomène s'avèrent éclatées, voire contradictoires. Le présent article, après avoir fait le point critique sur les diverses dimensions et éclairages qui permettent d'apprécier les conditions de passage à l'emploi, s'attache à montrer combien l'hybridation des perspectives informe sur la dynamique interne à une zone d'emploi et donc amène à relativiser le poids des chiffres par rapport à certaines conditions spécifiques de mise au travail et d'utilisation de la main-d'oeuvre.

Transitional conditions to work are a cause of concern for decision-makers in the training system as in the economic area. The careers adviser often faces questions on this topic. However, methodological patterns and indicators aiming analyse this phenomenon are spread out and conflicting. After a critical review on the various dimensions and approaches that tackle transition to-work conditions, this paper points out the interest to develop several analytical perspectives in order to understand the internal dynamic of an employment zone and to relate the signification of figures to specific conditions of employment and manpower uses.

INDEX

Mots-clés : Insertion, transition professionnelle, cheminements, emploi, chômage

Keywords : Insertion, school-to-work transition, trajectories, employment, unemployment

AUTEUR

JEAN-LOUIS MEYER

Ancien conseiller d'orientation psychologue, Jean-Louis Meyer (*) est aujourd'hui professeur de sociologie à l'Université de Nancy 2, chercheur au Groupe de Recherche sur l'Éducation et l'Emploi (G.R.E.E./C.N.R.S.). Ses principaux champs de recherche portent sur les questions d'emploi et d'insertion professionnelle, plus particulièrement auprès des publics les plus éloignés de l'emploi. Université de Nancy 2, Groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi, 23, boulevard Albert P', B.P. 3397, 54015 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 96 70 80. Fax : 03 83 96 70 79. E-mail meyer@clsh.univ-nancy2.fr